

NON À L'ACCORD GOUVERNEMENT - MITTAL



NATIONALISATION

du groupe ArcelorMittal
sous contrôle
des travailleurs et
sans indemnités !

www.npa2009.org
www.npa-lorraineord.org
contact@npa-lorraineord.org



**POUR
PRENDRE
CONTACT**

Envoyez vos coordonnées par courrier à NPA, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil ou par mail à contact@npa-lorraineord.org

Nom, prénom :

Ville :

Téléphone :

Mail :

FLORANGE

**notre droit à l'emploi vaut plus
que leur droit de propriété !**

Mittal menteur...

Le 19 février, Mittal s'est engagé à ne pas procéder à de nouvelles restructurations jusqu'en juin : quatre mois de répit mais l'essentiel du travail de casse sociale est déjà accompli... Et on sait ce que valent les engagements de Mittal : où sont les 300 millions d'euros promis lors de la fermeture de Gandrange pour le site de Florange ?

... Gouvernement complice !

Pour les habitants de la Fensch et de toute la Moselle, l'accord gouvernement-Mittal est une catastrophe sociale : entre les effectifs d'ArcelorMittal, les intérimaires, la sous-traitance et les emplois induits, des milliers d'emplois sont condamnés. Les sidérurgistes doivent affronter Mittal, mais aussi le gouvernement qui le protège lui et son « droit » de propriété.

Mittal dégage !

Il faut mettre Mittal hors d'état de nuire, sans courir derrière un repreneur. Car le droit de propriété des capitalistes, c'est le droit de nous imposer chômage et misère pour faire plus de profits. Puisque

c'est le propriétaire qui décide, l'expropriation des actionnaires est indispensable. Le maintien de tous les emplois suppose une nationalisation, qui ne pourra être ni provisoire, ni partielle, et qui devra être réalisée sous le contrôle démocratique des salariés et de la population, sans rachat ni indemnités, pour ne pas subventionner un licencié. Il suppose aussi l'interdiction des licenciements et le maintien du salaire intégral quelle que soit la situation de l'entreprise.

Mobilisation générale

Les semaines à venir seront décisives. Le mouvement doit s'élargir, il y a urgence. L'intersyndicale poursuit la lutte, en se liant aux sidérurgistes belges et luxembourgeois, et aux salariés des autres boîtes menacés de licenciements. À leurs côtés, toute la population doit maintenant organiser la mobilisation. Tous ensemble, nous pouvons inverser le rapport de force, infliger une défaite à Mittal et au gouvernement. Les militant-e-s du NPA veulent faire de ce bulletin qu'ils diffusent un outil pour construire cette riposte.





Vers une loi « Florange » ?

Les élus PS s'activent. Impossible de dire comme par le passé « l'Etat ne peut pas tout... ». Ils planchent sur une « loi Florange », qui obligerait un patron voulant liquider une entreprise rentable à la céder à un repreneur... Les patrons ont la liberté extravagante de laisser pourrir sur pied des installations viables, mais une telle loi ne serait pas une garantie pour la sauvegarde de l'emploi. Les repreneurs qui avaient été évoqués, comme Serin et Seversteel, n'en sont pas moins des capitalistes, pour qui

les profits passent toujours avant le reste. Et d'ailleurs, si la loi voit le jour, elle ne s'appliquera même pas à ArcelorMittal Florange du fait de la lenteur du travail parlementaire...

Imposons l'interdiction des licenciements et la continuité du salaire !

Le chantage est permanent sur le monde du travail, chantage à l'emploi, chantage à la misère ! Dos au mur, on nous fait accepter souvent l'inacceptable. Il est temps pour nous d'imposer, en même temps que l'expropriation des actionnaires, l'interdiction des licenciements, le droit à l'emploi et la permanence du salaire. Imposons qu'il revienne au patronat de financer collectivement la gestion de l'emploi de chaque patron individuel : un fond de mutualisation, à la charge exclusive des employeurs, financerait cette permanence du droit au salaire au-delà des aléas de la vie de telle ou telle entreprise, il serait alimenté par des cotisations patronales et placé sous le contrôle des salariés.

Alors, tous fonctionnaires ? Non, mais les garanties de la Fonction Publique étendues à tous ! Et ce droit au salaire pour tous devra s'appliquer dès 18 ans ce qui permettra notamment aux 2,5 millions d'étudiants de mener leurs études dans de bonnes conditions. A l'autre bout, à 60 ans, ce sera pour toutes et tous, la retraite comme salaire continué. Tout cela ensemble nous permettra de sortir de la dictature humiliante du marché du travail ! Les bénéfices nets cumulés des entreprises du CAC 40 ont atteint 73 milliards d'euros en 2011, cela confirme que l'argent existe pour financer ces mesures.

Nationalisation : 4 conditions pour réussir

1. La nationalisation ne peut pas être partielle.

Le site de Florange est fournisseur et client d'autres sites d'ArcelorMittal France qui sont également menacés, comme ceux de Dunkerque, Fos ou Basse-Indre. Pour la sauvegarde des 20 000 emplois d'ArcelorMittal en France, il faut une politique cohérente, une nationalisation totale.

2. La nationalisation ne peut être temporaire.

Ce serait une imposture : des investissements publics massifs pour redémarrer les hauts fourneaux et pour préparer les profits des actionnaires-repreneurs... Nouvelle socialisation des pertes, privatisation des gains : non merci ! Ce scénario est connu dans les vallées de la Fensch et de l'Orne, c'était celui de la nationalisation de 1982.

3. La nationalisation ne peut donner lieu à aucune indemnisation.

Les subventions publiques déjà perçues, les combines multiples utilisées pour payer moins d'impôts qu'un salarié (comme tous les autres grands groupes) et le vol des richesses créées depuis des années par les travailleurs, représentent plusieurs milliards d'euros. Hors de question de verser un euro de plus à Mittal et aux actionnaires.

4. La nationalisation ne peut échapper au contrôle des travailleurs et de la population.

Notre objectif n'est pas la formation d'une entreprise capitaliste, même publique. Les salariés subiraient des choix dictés par la loi des profits et les politiques d'austérité du gouvernement, qui visent à sauver le système actuel de sa propre crise. En 1984, le

gouvernement de gauche de l'époque avait bien supprimé 21 000 emplois dans la sidérurgie.

Grâce au contrôle direct des travailleurs qui possèdent le savoir-faire et de toute la population, il s'agit

de planifier démocratiquement combien on produit, comment, et pour satisfaire quels besoins humains.



Réquisitionner, exproprier, nationaliser pour contrôler : une exigence qui grandit

« Une nationalisation, c'est une expropriation. Toute notre société est construite sur un principe essentiel qui est celui du droit de propriété. »
Laurence Parisot, présidente du MEDEF, novembre 2012

Il y a deux sortes de propriétés, la propriété lucrative (celle dont une minorité tire des profits) et la propriété d'usage (celle de nos biens personnels). Parisot entretient habilement la confusion entre les deux.

La seule que nous contestons, c'est la propriété privée, très lucrative, des moyens de production (usines, machines...). Le droit scandaleux des investisseurs, repreneurs, actionnaires de s'approprier une partie du fruit du travail de tous les autres, pour décider seuls des moyens et des buts de la production, doit être remis en cause. C'est un passage obligé parce qu'ils nous conduisent dans le mur en licenciant pour accumuler des profits.

C'est tellement vrai que cette exigence grandit dans de nombreuses entreprises en butte aux plans de casse. Les salariés de Sanofi (industrie pharmaceutique) revendiquent la « propriété publique autogérée », ceux des chantiers navals de Saint-Nazaire et ceux de la raffinerie Petroplus ont mis en débat la nationalisation.

Eux aussi savent bien que le travail de 99 % de la population crée les richesses, mais que les décisions sont prises par les 1 % restant. Ces patrons et actionnaires licencient mais nous jurant qu'ils sont pris à la gorge. Pourquoi alors refusent-ils l'ouverture des livres de compte des entreprises, qui nous permettrait de le vérifier, de contrôler où va l'argent ? Pour satisfaire les besoins sociaux de la population, il faut imposer notre contrôle et décider collectivement.

Dans des secteurs clés comme l'énergie (Total, Arkéma...) ou l'automobile (PSA et Renault), comment s'en sortir sans massacre social massif, comment faire face au réchauffement climatique et réussir la transition énergétique sans remettre en cause la dictature des actionnaires ? Au lieu de renflouer les banques à coups de milliards, constituer un monopole public bancaire en les expropriant devient un objectif central.

Oui, Madame Parisot, la question de la propriété lucrative est désormais posée.



Florange, Liège, Luxembourg... Même combat !

A Liège, les sidérurgistes ont appris fin janvier qu'après avoir fermé les hauts-fourneaux, promis d'investir 138 millions d'euros sur la partie froide, ArcelorMittal décidait finalement de fermer 7 des 12 lignes de production pour la partie froide, touchant directement 1400 salariés.

Le scénario de Liège semble être celui de Florange avec quelques mois d'avance. Ici, le leader de l'acier peut bien multiplier les déclarations et annoncer qu'il lance une production innovante, l'Usibord, à Florange... L'abandon du projet Ulcos, quelques jours après la signature de son accord avec le gouvernement qui en faisait un projet essentiel, donne la mesure de la valeur des engagements de Mittal.

Au Luxembourg, après la fermeture du site de Schifflange et la baisse d'activité à Rodange, la direction d'ArcelorMittal a résilié la convention collective de la sidérurgie et imposé une renégociation pour supprimer des jours de repos et baisser la grille des salaires.

Le capitalisme ne connaît pas de frontières : les attaques que subissent les salariés dans chaque pays font partie d'un plan minutieusement préparé par le groupe ArcelorMittal pour rayer de la carte les sites continentaux et demain des sites méridionaux.

Les travailleurs ne seront protégés ni par les frontières nationales, ni par l'Union Européenne, qui demande timidement à Mittal de geler son plan de restructuration. Ils ne peuvent compter que sur leur force collective, leur mobilisation commune par-delà les frontières, et la convergence internationale de tous ceux qui exigent l'expropriation d'ArcelorMittal. C'est dans ce sens que coopèrent les militants du NPA et de la Ligue Communiste Révolutionnaire de Belgique.

C'est Mittal le criminel !

Alors que Mittal supprime des milliers d'emplois et attaque les acquis sociaux partout en Europe, les sidérurgistes de France, de Belgique et du Luxembourg ont manifesté à Strasbourg le 6 février. Mais la police a bloqué des cars, procédé à des fouilles, tiré des lacrymos... Un intérimaire belge de 25 ans a eu l'œil crevé par un flash-ball. Voilà l'accueil que réserve le gouvernement aux ouvriers en lutte pour sauver leurs emplois, prouvant qu'à l'instar des gouvernements belges et luxembourgeois, il n'a pas la volonté de défendre la classe ouvrière.

Non à l'accord gouvernement-Mittal : un plan « social » à peine déguisé

Mittal s'est engagé à réaliser 180 millions d'euros d'investissement sur le site de Florange. Comparé à nos revenus, ça paraît énorme. Mais seuls 53 millions seraient de réels investissements, le reste correspondant à l'entretien courant des installations. En plus, les investissements réalisés le seraient à nos frais : avec son plan de « compétitivité », le gouvernement pourrait lui offrir au moins 50 millions d'euros de crédit d'impôt sur 5 ans.

Le gouvernement répète qu'il n'y aura pas de licenciements. Comment pourrions-nous nous satisfaire de l'arrêt des hauts-fourneaux, de la suppression de 629 emplois des salariés de la phase liquide et de ceux des intérimaires et de la sous-traitance ? Ils parlent de « reclassements volontaires » mais comptent en réalité sur les départs en retraite. Quant au transfert d'une partie du packaging de Basse-Indre vers Florange, il supprimera 60 postes là-bas.

Ce gouvernement n'est décidément pas du côté des travailleurs ! Cette gauche gestionnaire est plus habituée à s'attaquer aux services publics qu'au droit de propriété des patrons, c'est-à-dire à leurs privilèges et leur capital.

Toutes et tous ensemble !

Près de 50 000 emplois industriels ont été détruits en Lorraine depuis une douzaine d'années. Mais l'abattement doit laisser la place à la colère : le maintien des emplois et le redémarrage des hauts-fourneaux sont possibles à condition de ne plus attendre pour agir tous ensemble. La solidarité de la population doit devenir active, et à la force des sidérurgistes doit s'ajouter celle de milliers de travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités décidés à ne pas s'aplatir face au droit de propriété du patronat. C'est une question de solidarité, mais aussi d'efficacité. C'est pourquoi le NPA s'est adressé aux syndicats et aux partis opposés à l'accord gouvernement-Mittal. Comme chez Arcelor, les luttes chez PSA, Sanofi ou Goodyear sont autant de foyers de résistance aux licenciements. Si elles se lient entre elles et à celles des salariés du public, elles peuvent être l'amorce d'une large mobilisation de notre camp social, seule capable de changer la donne.

UlcOS : l'impasse du capitalisme « vert »

Longtemps agité comme la solution miracle pour Florange, le projet Ulcos de captation de CO₂ a finalement connu un revers prévisible avec le désengagement d'ArcelorMittal. Mais alors qu'on parle déjà d'un éventuel Ulcos 2, placer un quelconque espoir dans ce projet paraît pourtant bien hasardeux, voire dangereux.

Car au-delà de la seule faisabilité technique, c'est toute la logique de gestion des dégâts causés par les industries polluantes qui est à repenser. Comment ne pas faire le rapprochement avec l'aberrant projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, à quelques centaines de kilomètres de là ? Alors que les droits à polluer se négocient désormais en bourse, le cynisme des industriels qui aimeraient pouvoir ainsi pousser sous le tapis leurs déchets appelle des réponses radicales : produire en fonction des besoins et mieux, en dépassant les intérêts économiques à court terme.

Droits à polluer : gagner plus en produisant moins...

Actif depuis 2005, le marché européen des droits d'émission de CO₂ est censé réguler les émissions de gaz à effet de serre. En monnayant le droit des plus gros pollueurs à émettre ou non du carbone, ce système permet aux industriels, lors d'arrêt de la production, de continuer à cumuler des quotas de CO₂ non émis.

C'est dans cette logique que les droits à polluer alloués au seul site de Florange et non utilisés ont permis à Mittal de se constituer un vrai trésor de guerre en tonnes de CO₂, équivalent sur le marché carbone à 30,7 millions d'euros. En clair, la logique capitaliste de marchandisation du carbone permet à Mittal de gagner plus d'argent quand les hauts-fourneaux ne tournent pas !

MITTAL FERME DES USINES
ET REVEND SES "PERMIS"
DE POLLUER...

